

Unité départementale de Loire-Atlantique  
Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326 - Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 30/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CARGILL FRANCE SAS**

Boulevard Paul Leferme  
44600 Saint-Nazaire

Références : N2-2026-0113  
Code AIOT : 0006301411

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement CARGILL FRANCE SAS implanté Boulevard Paul Leferme 44600 Saint-Nazaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARGILL FRANCE SAS
- Boulevard Paul Leferme 44600 Saint-Nazaire
- Code AIOT : 0006301411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Cargill exploite des installations de stockage de céréales (tournesol et tourteau) et de fabrication d'huile végétale dans la zone portuaire de Saint-Nazaire.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Silos verticaux - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	
8	Silos verticaux - Empoussièrement dans les silos verticaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 13	Demande d'action corrective	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PFAS dans les émulseurs (suite précédente visite)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
2	Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet
3	Perte d'hexane	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article annexe titre II.23.3	Sans objet
5	Silos verticaux - Relais et antennes	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 9	Sans objet
6	Silos verticaux - Découplage et événements des silos verticaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 10	Sans objet
7	Silos verticaux - Défense incendie des	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	silos verticaux		
9	Silos verticaux - Mesures de réduction du risque	Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article Article 5	Sans objet
10	Unité de décortilage et chaudière biomasse	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Article 3	Sans objet
11	Incident du 29 décembre 2025	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a porté sur les constats de la précédente inspection et sur les silos verticaux.

L'exploitant a correctement répondu aux constats de la précédente visite. L'évolution de la défense incendie dans l'atelier extraction devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

La valeur limite d'émission d'hexane est respectée.

Concernant les silos, l'exploitant doit transmettre l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29/03/2004. Le nettoyage au rez-de-chaussée de la tour de manutention doit être finalisé. Les autres points contrôlés sont conformes.

Un point a été fait sur le projet COCORICO (unité de décortilage et chaudière biomasse).

L'incident du 29/12/2025 n'a pas eu de conséquence sur l'environnement. Un rapport d'incident est cependant demandé à titre de retour d'expérience.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : PFAS dans les émulseurs (suite précédente visite)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.</p>
<b>Constats :</b> <p>Ce constat fait suite aux points de contrôles n°1 à 6 de l'inspection du 26/02/2025. L'exploitant a donné la composition de son émulseur fluoré comme demandé. Il a ainsi répondu convenablement aux points de contrôles n°1 à 6 précités. Il est en cours d'étude pour remplacer l'émulseur fluoré par un émulseur non fluoré, ou pour se passer d'émulseur.</p>

<p>L'exploitant a transmis le rapport d'analyse de l'émulseur TRIDOL utilisé pour la défense incendie de l'atelier extraction (n°PR2532698 du 27/04/2025). Le TRIDOL contient les molécules suivantes : PFBA, PFHxA, 4:2 FTS, 6:2 FTS. Il ne contient pas de PFOS, PFHxS, PFOA. Le rapport n'indique pas s'il contient du PFCA C9-C14.</p> <p>Pour la défense incendie de l'atelier d'extraction, l'exploitant explique qu'une étude comparative de deux options possibles est actuellement menée par l'INERIS : défense incendie avec émulseur non fluoré ou sans émulseur. Les résultats sont annoncés pour février 2026. Ensuite, une décision sera prise.</p> <p>Dans cette attente, l'atelier d'hexane reste protégé par un sprinklage eau + émulseur fluoroé. L'injection d'émulseur dans l'eau est réalisée suite à une levée de doute par actionnement d'une vanne située au niveau de poste de déchargement des camions d'hexane. Cette vanne est facilement accessible pour les opérateurs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Transmettre les résultats de l'étude INERIS et indiquer la solution retenue.</li> <li>• Transmettre les bons de commandes pour la réalisation des travaux nécessaires à l'évolution de la situation et leur planning de réalisation.</li> <li>• Si le déluge sans émulseur est retenu, porter à la connaissance du préfet les modifications apportées et la démonstration qu'une solution à l'eau est efficace et suffisante. Les impacts de cette modification sur l'étude de dangers du site devront être présentés (modification du phénomène dangereux en cas de fuite d'hexane dans l'atelier ? présentation de nouvelles mesures de maîtrise des risques ?).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux et PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.</p> <p>Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p> <p>II. Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;</li> </ul>

- substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF3-) ou méthylène (-CF2-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce constat fait suite au point de contrôle n°7 de l'inspection du 26/02/2025. Ce point de contrôle peut être soldé.</p> <p>L'exploitant confirme qu'aucun incident ayant conduit à l'utilisation d'émulseurs sur les 10 dernières années n'a été signalé à l'administration.</p> <p>Par précaution, car ce n'est pas une obligation dans son cas, 3 campagnes d'analyses des PFAS en sortie de STEP ont été réalisées en novembre et décembre 2025, puis janvier 2026. Seuls les résultats de la première campagne sont disponibles au jour de l'inspection (rapport d'analyse AR-25-FP-046460-01 établi par Eurofins). 28 molécules ont été analysées. Tous les résultats sont en dessous de la limite de quantification. L'indice AOF est de 2,3 microgrammes par litre.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Perte d'hexane

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article annexe titre II.23.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED MTD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes. Pertes d'hexane - Graines de colza et de tournesol : 0,7 kg/tonne de graines transformées</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>En 2025, les émissions d'hexanes ont été de 0,099 kg/t de graine triturée. La valeur limite est respectée.</p> <p>Le site reste leader mondial du groupe Cargill sur ce critère.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Silos verticaux - Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> </ul>

<p>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</p> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis avant l'inspection le rapport de contrôle sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds réalisé le 01/09/2025 par DEKRA (N° de rapport : 019966172501R002). L'avis de l'organisme est satisfaisant. Aucune action n'est à mettre en place.</p> <p>Le contrôle de la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté est programmé en avril 2026. Il sera réalisé par DEKRA. L'exploitant explique que ce contrôle n'a pas été réalisé ces dernières années. Il s'agit d'une non-conformité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

#### N° 5 : Silos verticaux - Relais et antennes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare qu'il n'y a aucun relais ni aucune antenne sur les toits des silos. Lors de la visite terrain, aucun relais ni aucune antenne n'a été observé sur les toits.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Silos verticaux - Découplage et événements des silos verticaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits</p>

<p>permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances (...)</p> <p>ces mesures de protection consistent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;</li> <li>- et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il y a 3 silos métalliques de 6000 m<sup>3</sup> (graines), 1 silo métallique de 1425 m<sup>3</sup> (graines), 2 silos métalliques de 1400 m<sup>3</sup> (tourteaux), 4 silos béton 1250 m<sup>3</sup> (tourteaux).</p> <p>Aucune non-conformité n'a été relevée.</p> <p>L'exploitant explique que le besoin en découplage est très limité en raison de la conception des silos verticaux. Il n'y a pas de communication directe entre les galeries sous-cellules, la tour de manutention et l'espace sur-cellules béton nécessitant des dispositifs de découplage.</p> <p>Il n'y a pas de galerie sur-cellules sur les silos métalliques.</p> <p>Les dispositifs de manutention (convoyeurs ou élévateurs à bandes, godet ou chaîne) sont totalement fermés.</p> <p>Les moyens permettant de limiter la pression liée à l'explosion n'ont pas été examinés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Silos verticaux - Défense incendie des silos verticaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <p>le plan des installations avec indication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;</li> <li>- les mesures de protection définies à l'article 10 ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</li> </ul>

<p>les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;  et le cas échéant :  - la procédure d'inertage ;  - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune non-conformité n'a été relevée.  L'exploitant a transmis avant la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le rapport de vérification périodique des extincteurs et RIA (Desautel - 28/05/2025). Ce rapport mentionne que des réparations ont été réalisées. L'exploitant signale que des réparations de RIA ont été réalisées par le service maintenance interne,</li> <li>• la fiche de vérification annuelle de poteaux incendie (Desautel - 12/11/2025). 2 PI ont été contrôlés. Les débits sont satisfaisants. Aucune observation n'est indiquée,</li> <li>• les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence dans les silos (comprenant le cas d'auto-échauffement et l'inertage).</li> </ul> <p>La répartition régulière des dispositifs de défense contre l'incendie a été constatée dans les silos.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Silos verticaux - Empoussierement dans les silos verticaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les galeries sous-cellules métalliques (3x6000) et sous-cellules béton sont propres.  L'espace sur-cellules béton est propre.  Quelques dépôts de poussières au sol et sur des chemins de câbles ont été constatés au rez-de-</p>

<p>chaussée de la tour de manutention. Un opérateur a commencé à nettoyer pendant la visite. Les autres étages de la tour de manutention sont propres.</p> <p>L'exploitant a présenté son registre de nettoyage 2025 (registre au format papier).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Finaliser le nettoyage dans la tour de manutention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

**N° 9 : Silos verticaux - Mesures de réduction du risque**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article Article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en oeuvre les moyens de préventions et de réductions du risque conformément aux dispositions présentées dans son étude des dangers du 12 août 2005 et des compléments du 16 mai et 27 juin 2006, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les cellules de stockage des tourteaux sont équipées de moyen de détection des points chauds par détection du gaz CO dans le ciel de la cellule.</li> <li>- Les cellules de stockage fermées des silos métalliques et béton doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant confirme que la surveillance du CO est bien assurée. 6 détecteurs sont en place. Il a montré le retour des mesures de CO sur la supervision. Des détecteurs de CO ont été observés dans l'espace sur-cellules béton.</p> <p>L'exploitant a transmis sa procédure d'inertage. Les cellules des silos métalliques et béton peuvent être inertées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Unité de décortilage et chaudière biomasse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, caractéristiques générales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement comprend également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une unité de décortilage de graines de tournesol,</li> <li>- une chaudière biomasse,</li> <li>- un convoyeur relié aux silos voisins du groupe IDEA,</li> <li>- un nouveau sécheur de graines fonctionnant avec des échangeurs air/vapeur et non au gaz. La</li> </ul>

vapeur est fournie par la chaudière biomasse, - un tamis pour séparer les coques et les amandes, - une station de chargement de camions ou de trains pour l'expédition de biomasse.
<b>Constats :</b>  Le projet est en phase d'ingénierie détaillée. Une décision d'investissement est attendue pour avril 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Informers l'inspection des installations classées de la décision prise. Le cas échéant, porter à la connaissance du préfet les modifications notables apportées au projet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Incident du 29 décembre 2025**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclaré l'incident dans un délai court. Aucune non-conformité n'est relevée. Une demande est néanmoins faite sur ce point de contrôle.  Une fuite d'huile de tournesol s'est produite sur le site le 29/12/2025. Cet incident a été déclaré par l'exploitant le 30/12/2025. Environ 1 m <sup>3</sup> d'huile de tournesol a été déversé dans le bassin de Penhoet. L'exploitant a mis en œuvre des moyens de pompage pour récupérer cette huile. L'huile de tournesol n'est pas un produit porteur de mentions de dangers. Aucun impact notable sur l'environnement n'est signalé par l'exploitant. Aucune trace de cet incident n'est observable sur site suite aux opérations de nettoyage et de pompage. L'exploitant a engagé une analyse des causes de cet incident. Les premières explications données par l'exploitant indiquent qu'une conjonction de facteurs organisationnels et humains ont pu conduire à cet incident. Le retour d'expérience de cet incident pourrait à ce titre être profitable à d'autres industriels. L'inspection des installations classées demande donc à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident via une télédéclaration ( <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</a> ).

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre un rapport d'incident.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite